

## Conditions d'une étude de faisabilité d'une banque de données européenne décentralisée sur les incendies de forêts

Natario R.M.

*in*

Chevrou R. (ed.), Delabrazé P. (ed.), Malagnoux M. (ed.), Velez R. (ed.).  
Les incendies de forêt en région méditerranéenne : constitution et utilisation des bases de données

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 25

1995

pages 19-32

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=C1000448>

To cite this article / Pour citer cet article

Natario R.M. **Conditions d'une étude de faisabilité d'une banque de données européenne décentralisée sur les incendies de forêts.** In : Chevrou R. (ed.), Delabrazé P. (ed.), Malagnoux M. (ed.), Velez R. (ed.). *Les incendies de forêt en région méditerranéenne : constitution et utilisation des bases de données*. Montpellier : CIHEAM, 1995. p. 19-32 (Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 25)



<http://www.ciheam.org/>  
<http://om.ciheam.org/>

# Conditions d'une étude de faisabilité d'une banque de données européenne décentralisée sur les incendies de forêt

## *Conditions of a feasibility study for a decentralised European database on forest fires*

Rui Natário

Institut des Forêts de Lisbonne (Portugal)

---

### Introduction

En novembre 1990 se tenait à Strasbourg une conférence ministérielle pour la protection des forêts en Europe.

En effet, l'impact sur les forêts des émissions polluantes, renforcées par divers accidents climatiques de grande ampleur, les dommages causés, dans certains pays, par les incendies, ainsi que les risques de changements climatiques redoutés, en liaison avec l'effet de serre, mettent en cause très profondément la capacité d'adaptation des écosystèmes forestiers et notamment des plus fragiles d'entre eux.

Dans la déclaration générale élaborée en conclusion de la Conférence, les participants ont déclaré leur intention de :

- promouvoir et renforcer la coopération entre les Etats européens dans le domaine de la protection et de la gestion pérenne des forêts ;
- améliorer les échanges d'informations entre chercheurs, gestionnaires et responsables des politiques forestières ;
- encourager les opérations de restauration des forêts endommagées ;
- manifester, à travers un accord sur des objectifs et des principes communs, leur volonté de mettre en oeuvre, dans une démarche progressive, les conditions et les moyens nécessaires à la gestion et la conservation sur le long terme du patrimoine forestier européen ;
- examiner le suivi des décisions prises lors de la présente conférence et poursuivre les travaux qui auront été seulement amorcés, au cours de réunions ultérieures au niveau des ministres ou des responsables chargés par leur gouvernement

### Introduction

*A ministerial conference on the protection of forests in Europe was held in Strasbourg in November 1990.*

*Indeed, the impact of pollutant emissions aggravated by various large-scale climatic events, the damage caused by fires in certain countries and the risk of climatic changes related to the greenhouse effect result in seriously calling into question the ability of forest ecosystems—especially the most fragile—to adapt.*

*In a general statement drawn up to conclude the conference, the participants affirmed the following intentions:*

- *to promote and enhance co-operation between European countries in protection and sustainable management of forests;*
- *to improve information exchange between researchers, managers and those responsible for forestry policies;*
- *to encourage restoration operations in damaged forests;*
- *to show through an agreement concerning common objectives and principles their determination to progressively put into operation the conditions and means necessary for the management and long-term conservation of the European forest heritage;*
- *to examine the follow-up to the decisions taken at the conference and to continue work that has simply been started during subsequent meetings at ministerial level or between officials charged by governments or national institutions to verify that*

ou leur institution internationale de veiller à ce que les forêts assument pleinement leurs fonctions écologique, économique et sociale.

Cette conférence a retenu six résolutions pour essayer de résoudre les problèmes les plus importants de la forêt de l'Europe :

1. Réseau européen de placettes permanentes de suivi de l'écosystème forestier.
2. Conservation des ressources génétiques forestières.
3. Banque de données européenne décentralisée sur les incendies de forêts.
4. Adaptation de la gestion des forêts de montagne aux nouvelles conditions d'environnement.
5. Elargissement du réseau EUROSILVA de recherche sur la physiologie des ligneux.
6. Réseau européen de recherche sur les écosystèmes forestiers.

Notre présence ici est justifiée par la Résolution n°3. C'est donc de cela que nous allons parler aujourd'hui.

## I – Les objectifs de la résolution

Les principaux objectifs de la Résolution n°3 sont, rappelons-le :

- étudier la faisabilité d'une banque de données européenne décentralisée sur les incendies de forêt ;
- faciliter et promouvoir l'échange de données et expériences sur les incendies de forêt pour qu'on puisse établir des politiques de prévention sans pour autant remplacer les différents systèmes nationaux par un système universel et standardisé ;
- promouvoir la possibilité d'échanger des données compatibles d'une façon souple et évolutive ;
- encourager le dialogue entre les pays qui se préoccupent des incendies de forêt ;
- augmenter la fiabilité des données et la qualité des banques de données nationales.

Vous pourrez lire en annexe les déclarations finales issues de la conférence Ministérielle de Strasbourg, dans les documents distribués.

## II – Les signataires

Les pays qui ont signé la Résolution n°3 à Strasbourg sont consignés dans le tableau ci-dessous. En fin de tableau sont indiqués les nou-

*forests are serving their ecological, economic and social functions to the full.*

*The six following resolutions were drawn up at the conference to address the most important problems for forests in Europe.*

- 1. European network of permanent sample plots for monitoring forest ecosystems.*
- 2. Conservation of forest genetic resources.*
- 3. Decentralised European data bank on forest fires.*
- 4. Adapting the management of mountain forests to new environmental conditions.*
- 5. Expansion of the EUROSILVA network of research on tree physiology.*
- 6. European network for research into forest ecosystems.*

*Our presence here is justified by Resolution 3 and this is discussed today.*

## I – The objectives of the Resolution

*It is reminded that the main objectives of Resolution 3 are:*

- to examine the feasibility of the decentralised European data bank on forest fires;*
- to facilitate and promote the exchange of data and experience concerning forest fires so that prevention policies can be developed but without replacing the various national systems by a universal standard system;*
- to encourage the possibility of exchanged compatible data in a flexible, open-ended manner;*
- to encourage contacts between countries preoccupied by forest fires;*
- to increase data reliability and the quality of national data banks.*

*See the annex (on page 20) for the end statements of the Strasbourg Ministerial Conference.*

## II – Signatories

*The countries that signed Resolution 3 in Strasbourg are listed in the table below. The new countries resulting from changes in Europe and*

veaux pays issus des évolutions européennes et qui ont signé la résolution à Helsinki.

that signed the resolution in Helsinki are shown in the second list at the bottom of the table.

Tableau. Pays signataires de la résolution n° 3	
Table. Resolution 3 signatory countries	
Albanie – <i>Albania</i>	Luxembourg – <i>Luxembourg</i>
Allemagne – <i>Germany</i>	Malte – <i>Malta</i>
Autriche – <i>Austria</i>	Monaco – <i>Monaco</i>
Belgique – <i>Belgium</i>	Norvège – <i>Norway</i>
Bulgarie – <i>Bulgaria</i>	Pays-Bas – <i>Netherlands</i>
Communauté européenne – <i>European Community</i>	Pologne – <i>Poland</i>
Danemark – <i>Denmark</i>	Portugal – <i>Portugal</i>
Espagne – <i>Spain</i>	Roumanie – <i>Romania</i>
Finlande – <i>Finland</i>	Royaume Uni – <i>United Kingdom</i>
France – <i>France</i>	Suisse – <i>Switzerland</i>
Grèce – <i>Greece</i>	Turquie – <i>Turkey</i>
Irlande – <i>Ireland</i>	URSS – <i>USSR</i>
Islande – <i>Iceland</i>	Yougoslavie – <i>Yugoslavia</i>
Italie – <i>Italy</i>	
Nouveaux pays signataires / <i>New signatory countries</i>	
Belarussie – <i>Belorussia</i>	Lituanie – <i>Lithuania</i>
Croatie – <i>Croatia</i>	Slovénie – <i>Slovenia</i>
Estonie – <i>Estonia</i>	Ukraine – <i>Ukraine</i>
Lettonie – <i>Latvia</i>	

### III – Etat d'avancement des travaux

### III – Progress of the work

#### 1. Les travaux de base

Vous le savez, mais je le rappelle, la base de travail de l'étude de faisabilité de la banque de données décentralisée sur les feux de forêt retient les principes suivants :

- liberté d'adhésion des signataires à un réseau européen décentralisé de banques de données.
- le signataire ayant décidé d'adhérer au réseau s'engage à :
  - récolter les informations du « socle » minimum sur les incendies de forêt ;
  - tenir à la disposition des autres adhérents au réseau les informations de ce « socle », sous forme de *listings*, de disquettes ou autres supports informatiques.

Cette proposition (voir en annexe) était une façon de connaître l'intérêt des signataires à faire partie d'un tel projet. Il faut souligner aussi qu'il n'existe aucune incompatibilité entre cette proposition et la situation des pays qui, pour une raison quelconque (peu de problèmes avec les feux, etc.), ne veulent pas participer au réseau. Ces pays pourront participer à la réalisation de ce projet, en suggérant, par exemple, des techniques à appliquer.

Les nouveaux signataires (après Helsinki) devront donner leur opinion sur la proposition en considérant les adhésions déjà existantes.

#### 1. Basic work

You all know this, but I would like to remind you that the basis of the work of the feasibility study on the decentralised data bank on forest fires consists of the following principles:

- freedom for the signatories to become members of a decentralised European data bank;
- a signatory who has decided to join the network undertakes:
  - to collect information for the minimum core on forest fires;
  - to keep the other members informed of the core information in the form of lists, floppy disks or other computerised data supports.

This proposal (see Annex) was a way to finding out the interest of the signatories in joining such a project. It should also be stressed that there is no incompatibility between this proposal and the situation of countries which, for some reason (few fire problems, etc.) do not wish to participate in the network. These countries can contribute to the project for example by suggesting techniques to be applied.

The new signatories (after Helsinki) must give their opinion of the proposal with consideration of present supporters.

Soulignons le fait qu'il existe une compatibilité et une cohérence de ces propositions d'une part avec les systèmes nationaux existants (comme l'exige le rapport final de la Conférence de Strasbourg), d'autre part, avec le système de collecte et de traitement des informations de l'ECE/FAO à Genève et enfin avec le futur Système Communautaire d'Informations sur les incendies de forêt.

Pour arriver aux résultats présentés dans le document reproduit en annexe nous avons utilisé des questionnaires. Ces questionnaires demandaient des informations sur la méthode de collecte des données utilisées, le type de traitement des données (informatique ou manuel) et d'autres questions considérées comme importantes pour d'ultérieurs compléments à la base de données décentralisée sur les feux de forêt.

## 2. Les résultats

Avec le travail réalisé jusqu'à la Conférence ministérielle d'Helsinki, nous avons considéré que l'étude de faisabilité de la base de données était réalisée. Nous avons conclu que la plupart des pays signataires sont d'accord avec cette base de données, et les pays qui veulent y adhérer possèdent presque toutes les données nécessaires à la construction de la base sur le principe du socle minimum.

En résumé, nous pouvons dire que pour les 27 anciens signataires :

- 22 ont accepté la proposition de base et 5 n'ont pas donné de réponse formelle. Nous n'avons eu aucune rejet de cette proposition ;
- de ces 22 pays qui ont accepté la proposition, 14 ont adhéré au réseau décentralisé de banques de données sur les feux de forêt ;
- la plupart des pays qui ont adhéré au réseau jusqu'à présent ont toutes les données du socle minimum, ce que nous considérons comme primordial pour cette première étape.

Il faut aussi mentionner l'intéressant travail réalisé par la Communauté qui sera présenté par la suite. Il s'inscrit en entier dans les principes de la résolution n°3 et nous pourrons l'utiliser comme base de travail pour la création de la base de données décentralisée.

## Conclusion

Comme nous l'avons dit, nous considérons que l'étude de faisabilité de la base de données est réalisée.

*It is stressed that these proposals are coherent with existing national systems (as required by the final report of the Strasbourg Conference) and with the ECE/FAO information gathering and processing system in Geneva and also with the future Community System of information on forest fires.*

*Questionnaires were used in order to reach the results shown in the document provided as an appendix. These requested information on the data gathering system used, the type of data processing (computerised or manual) and asked other questions considered to be important for subsequent additions to the decentralised database on forest fires.*

## 2. Results

*We considered that the feasibility study for the data base had been completed with the work carried out until the Helsinki Ministerial Conference. We concluded that most of the signatory countries approved the database and that the countries that wished to participate possessed almost all the data required to develop it on the basis of the minimum core.*

*In short, it can be said that of the 27 signatories:*

- *22 have accepted the proposal and 5 have not given a formal answer. There have therefore been no rejections of the proposal;*
- *of the 22 countries that have accepted the proposal, 14 have joined the decentralised data bank network on forest fires;*
- *most of the countries that have joined the network possess all the minimum core data. This is considered to be primordial for this first stage.*

*The interesting work carried out by the EU should also be mentioned and is discussed below. It corresponds fully with Resolution 3 and it can be used as the basis for work on the creation of the decentralised database.*

## Conclusion

*As has been said, it will be considered that the feasibility study concerning the database has been completed.*

*This is why the international report presented in Helsinki recommended the implementation of the database on forest fires with the collaboration of*

C'est pourquoi le rapport international présenté à Helsinki a recommandé la mise en oeuvre de la base de données sur les incendies de forêt, avec la collaboration technique de la Commission Européenne (DG VI), du groupe de travail de statistiques et d'économie des Nations Unies / FAO et le Réseau d'Aménagements des Incendies de Forêt de la FAO, *Silva Mediterranea*, avec la coordination du Portugal.

Donc, nous pensons qu'il faut adopter les travaux déjà réalisés et les poursuivre.

Comme schémas de présentation annuelle des données sur les incendies échangeables entre Etats, nous suggérons une application graphique semblable à celle élaborée par la Commission Européenne pour cinq pays du sud de l'Europe, avec, peut-être, en complément des tableaux synthétiques. C'est pour cette raison qu'il fallait demander aux signataires la fourniture du socle commun.

*the European Commission (DG VI), the UNO/FAO working group on statistics and economics and the FAO Forest Fire Management Network, Silva Mediterranea, with co-ordination by Portugal.*

*We therefore consider that the work already carried out should be adopted and continued.*

*We suggest that a graphic application similar to that developed by the European Commission for the five countries in southern Europe should be used for the annual presentation of data on fires that can be exchanged between countries. This could possibly be complemented by synthesis tables. For this reason, it was necessary to request the signatories to provide a common core.*

## Annexe

Résolution n° 3 de la conférence paneuropéenne de Strasbourg sur la protection des forêts en Europe (1990)  
Rapport des 12 Etats membres et de la Communauté européenne (janvier 1993)  
Commission des Communautés Européennes  
DG-VI FII 2

Lors de la Conférence de Strasbourg, les 27 signataires de la Résolution n°3 dont les 12 Etats membres et la Communauté européenne se sont engagés à « étudier la faisabilité d'une banque de données européenne décentralisée sur les incendies de forêt ». Cette étude devait être réalisée dans le respect des principes suivants :

- faciliter et promouvoir l'échange de renseignements homogènes sur les incendies de forêt susceptibles d'améliorer les dispositifs de prévention et d'encourager les échanges sur ce problème entre les différents pays, sans substituer aux différents systèmes nationaux un système normalisé universel ;
- viser une solution évolutive et une compatibilité des systèmes employés.

### I – Réalisation de l'étude de faisabilité au niveau communautaire

Après la Conférence de Strasbourg, les Etats membres ont décidé d'effectuer en commun cette étude de faisabilité, pour les 12 et la Communauté, dans le cadre du Comité permanent forestier et de l'inscrire dans l'action commune de protection des forêts contre les incendies.

Le groupe « incendies de forêt » du Comité permanent forestier, constitué des experts des 12 pays de la CEE et de la Commission, a alors effectué une enquête destinée à préciser les modalités de récolte des données sur les incendies de forêt dans les Etats membres Cette enquête a mis en évidence les conclusions suivantes :

- il existe dans les 5 Etats du sud de la Communauté les plus concernés par le problème des incendies de forêt (Espagne, France, Grèce, Italie et Portugal) un ensemble minimum d'informations pouvant servir de base à la constitution du réseau de bases de données sur les incendies de forêt visé par la résolution.

Ces données sont

- récoltées par ces 5 pays,

## Annex

*Resolution 3 of the Strasbourg Pan-European Conference about European Forest protection (1990)*  
*Report of the 12 Member States of the European Community (January 1993)*  
*European Communities Commission*  
*DG-VI FII 2*

*At the Strasbourg Conference the 27 Signatories of Resolution 3 (including the twelve Member States and the European Community) undertook "to study the feasibility of creating a decentralised European data bank on forest fires". The study was to be carried out with regard for the following principles:*

- *to facilitate and encourage the exchange of homogeneous information on forest fires which could improve prevention and to promote discussion of this problem between the different countries without substituting a standardised universal system for the different national systems;*
- *to seek an open-ended solution and compatibility between the systems applied.*

### *I – Performance of the Feasibility Study in the Community*

*After the Strasbourg Conference the Member States decided to carry out the feasibility study jointly, on behalf of the 12 and the Community, within the Standing Forestry Committee and to incorporate it in the common measure for the protection of forests against fire.*

*The working group on forest fires of the Standing Forestry Committee, consisting of experts from the 12 Community countries and the Commission, then conducted a survey with the aim of defining the procedure for collecting data on forest fires in the Member States.*

*The results of the survey were as follows:*

- *The five southern Community countries most affected by the problem of forest fire (Spain, France, Greece, Italy and Portugal) together possess a minimum body of information which could be used as a basis for establishing a data bank network on forest fires as provided for in Resolution 3.*

*This information*

- *has been collected by the five countries;*

- susceptibles d'être mis à la disposition d'autres pays, sans aucune difficulté technique, en n'entraînant aucune perturbation dans les systèmes nationaux.

Cet ensemble d'informations a été nommé « socle commun minimum d'informations » (la composition du socle commun est reprise ci-dessous).

- Les Etats membres signataires de la résolution, moins touchés par les incendies, ne souhaitent pas, du moins dans un premier temps, adhérer au réseau, mais participent de manière active, par la qualité de leur expertise technique, à la réalisation de la résolution.

Suite aux conclusions de cette enquête, l'étude de faisabilité a ainsi conduit à la proposition suivante pour la mise en oeuvre de la résolution au niveau des 12 Etats membres et de la Communauté :

- liberté d'adhésion des Etats et institution internationale signataires à un réseau européen décentralisé de banques de données ;
- le signataire ayant décidé d'adhérer à un réseau européen de banques de données s'engagerait à :
  - récolter les informations du socle minimum d'informations sur les incendies de forêt,
  - tenir à la disposition des autres adhérents au réseau les informations de ce socle, dans un premier temps sous une forme propre à chaque pays (listings, disquettes, télématique, etc).

## II – Contacts avec les organisations internationales

En collaboration étroite avec le Portugal, coordinateur international pour le suivi de cette résolution, des contacts ont été pris avec le Comité du Bois de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies et avec le groupe de travail mixte FAO-ECE/ONU sur les statistiques et l'économie forestière pour étudier conjointement l'application de cette proposition et pour vérifier son adéquation avec les systèmes de récolte de données ECE/FAO et une collaboration fructueuse a pu ainsi être établie dans le domaine à cette occasion.

Par ailleurs, la Communauté et les Etats membres ont assuré une participation active lors de l'atelier du réseau *Silva mediterranea* de la FAO, consacré au traitement des données sur les incendies de forêt qui s'est tenu à La Canée en novembre 1991, où cette proposition a été adoptée comme base de travail. Elle a par ailleurs été entérinée lors de la 15ème session CFFSA/CEF/CFPO des

- *could be made available to other countries without any technical difficulty and without disrupting in any way the national systems.*

*This body of information has been called the "common minimum core of information" (the contents of the common core are set out below).*

- *Member States which signed Resolution 3 but which are less affected by fire do not want to join the network, at least in the initial stages, but are playing an active role, through the contribution of their technical know-how, in implementing the Resolution.*

*In the light of the findings of the survey, the feasibility study resulted in the following proposal for the implementation of the Resolution by the 12 Member States and the Community:*

- *Membership of decentralised European data bank is open to the countries and the international institution which were Signatories of the Resolution;*
- *Signatories deciding to join the European network must undertake:*
  - *to gather information for the minimum core of information on forest fires;*
  - *to make available to other members of the network information in this core, initially in a form appropriate for each country (printouts, diskettes or by means of telematics).*

## II – Contacts with International Organisations

*In close collaboration with Portugal, the International Coordinator for the follow-up to Resolution 3, contacts were established with the Forestry Committee of the UN/ECE and the ECE/FAO Mixed Working Group on forestry statistics and economics to study the application of the proposal jointly and to check that it corresponded with the ECE/FAO data collection systems. Fruitful cooperation on the subject was thus initiated.*

*The Community and the Member States, furthermore, played an active part in the FAO Silva Mediterranea network on the processing of data on forest fires held in Chania in November 1991 at which the proposal was adopted as a basis for the proceedings. The proposal was then ratified at the 15th meeting of the CFFSA/EFC/NEFC Committee on Mediterranean forestry (Silva Mediterranea) held in*

Questions forestières méditerranéennes de *Silva mediterranea* à Faro (PO), où une collaboration dans le domaine des bases de données sur les incendies de forêt a été instituée entre le réseau « incendies » de *Silva mediterranea* et le groupe « incendies » du Comité permanent forestier.

Les résultats de l'étude de faisabilité réalisée au niveau communautaire ont alors été transmis au Portugal, chargé de la mise en oeuvre et du suivi de la Résolution n° 3 au niveau paneuropéen.

### III – Intérêt du socle commun

Le socle commun a servi de départ à la mise en oeuvre d'une action pilote.

La France, l'Espagne, le Portugal, l'Italie et la Grèce ont mis ainsi à la disposition de la Commission des Communautés européennes les informations du socle commun pour l'année 1990 et la Commission les a récoltées et cartographiées. Cette action pourrait servir de modèle de démonstration pour mettre en évidence l'intérêt de la mise en commun de ces informations.

Trois exemples de cette cartographie sont donnés ci-dessous.

Il est clair qu'il s'agit de données récoltées sur une seule année et que des conclusions ne peuvent être tirées qu'avec les plus grandes précautions. Ces exemples visualisent toutefois de façon très claire l'intérêt de la mise en commun des informations du socle commun et montrent leur adéquation avec les objectifs définis dans la Résolution n° 3 de la Conférence de Strasbourg :

- la disposition d'un état des lieux, comparable sur une grande partie de l'Europe :
  - la qualité de l'information statistique peut être améliorée grâce à la connaissance du nombre de feux et des superficies brûlées au niveau des différents départements et provinces des Etats ;
- un échange d'un certain nombre de renseignements utilisables pour mener une politique de protection, y compris pour l'analyse des causes d'incendies :
  - la répartition des feux au cours de l'année permet une approche régionale du phénomène « incendies de forêt » ; la Fig. 1 qui illustre le pourcentage du nombre de feux d'hiver par rapport au nombre total de feux, montre que la majorité des feux dans certaines zones du nord de l'Italie, de la Grèce et

*Faro (Portugal) at which cooperation in the field of data bases on forest fires was established between the Silva Mediterranea network and the Working Group on forest fires of the Standing Forestry Committee.*

*The results of the feasibility study carried out in the Community were then transmitted to Portugal, which is responsible for the implementation and the follow-up of Resolution 3 at pan-European level.*

### III – Interest of the Common Core

*The common core has served as a starting point for a pilot action. France, Spain, Portugal, Italy and Greece have made available to the Commission of the European Communities the common core information for 1990.*

*This information has been collected by the Commission and incorporated in maps. This action could serve as a model for demonstrating the value of pooling the information contained in the common core.*

*Three examples of the mapping of this information are given below.*

*The information in question has been collected only in one year and clearly extreme caution must be taken in drawing conclusions. The examples demonstrate very clearly, however, the usefulness of pooling the common core information and show how it corresponds to the objectives set out in Resolution 3 of the Strasbourg Conference:*

- *Providing a situation report, with comparable data for a large area of Europe:*
  - *the quality of the statistical data can be improved as a result of knowing the number of fires and the areas burned in the various departments and provinces of the countries;*
- *The exchange of a certain amount of information which can be used to conduct a policy of protection, including the examination of the causes of fires:*
  - *the distribution of fires during the year means that a regional approach can be adopted to the phenomenon of forest fires. Fig. 1, indicating winter fires as a percentage of the total number of fires, shows that the majority of fires in certain areas of northern Italy, Greece and Spain occur in winter. By combining this information with local socio-economic features, it may be possible to draw*

- d'Espagne a lieu en hiver ; en couplant ces informations avec des caractéristiques socioéconomiques locales, il pourrait être envisageable d'en tirer des conclusions sur les causes qui sont à l'origine de l'incendie et de faciliter ainsi le dialogue entre des gestionnaires de la protection qui se trouvent confrontés au même problème dans des zones éloignées géographiquement ;
  - la superficie des feux, leur répartition, et leur dimension permettent également de tirer des enseignements utiles sur le type de problèmes qui se posent aux gestionnaires de la prévention, de la surveillance et de la lutte, comme sur les cartes des grands feux (supérieurs à 50 ha) ;
  - le nombre de feux déclarés sur une courte période donne des informations intéressantes sur les possibilités et opportunités de coopération en matière de protection entre différentes régions ou Etats.
- ☐ une mise à disposition de ces données, sans difficulté technique qui ne perturbe pas les bases de données nationales ;
  - ☐ un réseau évolutif qui peut s'enrichir progressivement, avec le développement des contacts entre les Etats ; l'harmonisation des terminologies et des techniques de mise à disposition des données serait par la suite la conséquence de la collaboration établie ;
  - ☐ une récolte de données compatibles avec le système de collecte et de traitement d'informations de ECE/AO à Genève.
- *conclusions as to the underlying causes of fires and thus assist discussions between responsible for the management of fire prevention in areas which are geographically far apart;*
  - *the area covered by fires, their distribution and scale also provide valuable information on the type of problems facing those responsible for the management of fire prevention, surveillance and fighting, as can be seen on maps concerning large fires (covering an area of more than 50 ha);*
  - *the number of fires declared in a short period provides useful information concerning the prospects of and opportunities for cooperation in the area of protection between different region, or countries;*
- ☐ *Making this information available without causing technical difficulty and without disrupting the existing national data bases;*
  - ☐ *An open-ended network which will gradually acquire more and more information with the development of contacts between the countries. A result of the cooperation established would be the harmonisation of terminology and of techniques for making the information available;*
  - ☐ *A system of collecting information which is compatible with the ECE/FAO data collection and processing system in Geneva.*

## IV – Socle minimum d'information sur les incendies de forêt

### 1. Liste des informations communes proposées

## IV – Minimum core of information on forest fires

### 1. Catalogue of proposed common data

Libellés/Items	Champs/Field	Exemples/Example
a1] Première alerte/ <i>First alert</i>	Date :	90.06.21
	Heure/Time :	10.38
a2] Première intervention/ <i>First intervention</i>	Date :	90.06.21
	Heure/Time :	10.51
a3] Extinction du feu/ <i>Extinction of fire</i>	Date :	90.06.21
	Heure/Time :	16.23
b] Localisation de l'écllosion/ <i>Location of outbreak</i>	Etat/State :	France
	Région/Region :	Provence-Alpes-Côte d'azur
	Province ou département : <i>Province or department :</i>	Alpes maritimes
	Commune/Commune :	Grasse
c1] Superficie brûlée totale/ <i>Total area burned</i>	Surface/Area :	121,28 ha
c2] Superficie brûlée relative/ <i>Breakdown of area burned</i>	Surface boisée/ <i>Forested area :</i>	91,28 ha
	Surface non boisée/ <i>Unforested area :</i>	30,00 ha
d] Origine présumée de l'incendie/ <i>Presumed cause of fire</i>	Origine*/ <i>Source*</i>	3

\*1) inconnue/unknown, 2) naturelle/natural, 3) accidentelle ou négligence/accident or negligence, 4) intentionnelle/wilful

## 2. Note explicative

### a1] Première alerte :

Il s'agit de l'indication de la date (année, mois, jour) et de l'heure (heure, min.) où les services ont été informés de l'écllosion du feu.

### a2] Première intervention :

Il s'agit de l'indication de la date et de l'heure où les premières unités d'intervention sont arrivées sur les lieux du sinistre.

### a3] Extinction du feu :

Il s'agit de l'indication de la date et de l'heure où le feu a été entièrement éteint, c'est-à-dire où les services quittent le lieu du sinistre.

### b] Localisation de l'écllosion :

Il s'agit de l'indication de la commune et de ses unités territoriales successives d'appartenance

## 2. Explanatory notes

### a1] First alert:

This covers the date (year, month, and day) and time (hour and min.) when the authorities were informed of the outbreak of the fire.

### a2] First intervention:

This covers the date and time when the first fire crew arrived at the place of the incident.

### a3] Extinction of fire:

This covers the date and time when the fire was completely extinguished, i.e., when the fire service left the place of the incident.

### b] Location of outbreak:

This covers the commune and the various territorial units to which it belongs (state, region, province or department) where the outbreak of the fire was started.

(Etat, région, province ou département) d'où le départ du feu a été signalé.

**c1] et c2] Superficie brûlée totale/relative**

Il s'agit de l'indication de la surface totale parcourue par le feu, et de la répartition de cette surface en territoires boisés et non boisés. L'unité de surface et la précision de la mesure sont celles habituellement employées dans l'Etat membre. La définition de « territoire boisé » est la définition nationale.

**d] Origine de l'incendie :**

Il s'agit de l'indication de l'origine présumée de l'incendie suivant 4 catégories :

- 1) feux d'origine inconnue ;
- 2) feux d'origine naturelle, c'est-à-dire essentiellement la foudre ;
- 3) feux d'origine accidentelle ou dus à la négligence (lignes électriques, voies ferrées, travaux, barbecues, brûlages ayant échappé au contrôle de celui qui l'a provoqué, etc., c'est-à-dire les feux dont l'origine vient de l'activité directe ou indirecte de l'homme, mais sans que ce dernier ait eu l'intention de détruire un espace forestier) ;
- 4) feux d'origine intentionnelle, c'est-à-dire les feux correspondant à une volonté de détruire un espace forestier pour des motifs divers.

**c1]. and c2] Total area burned / breakdown:**

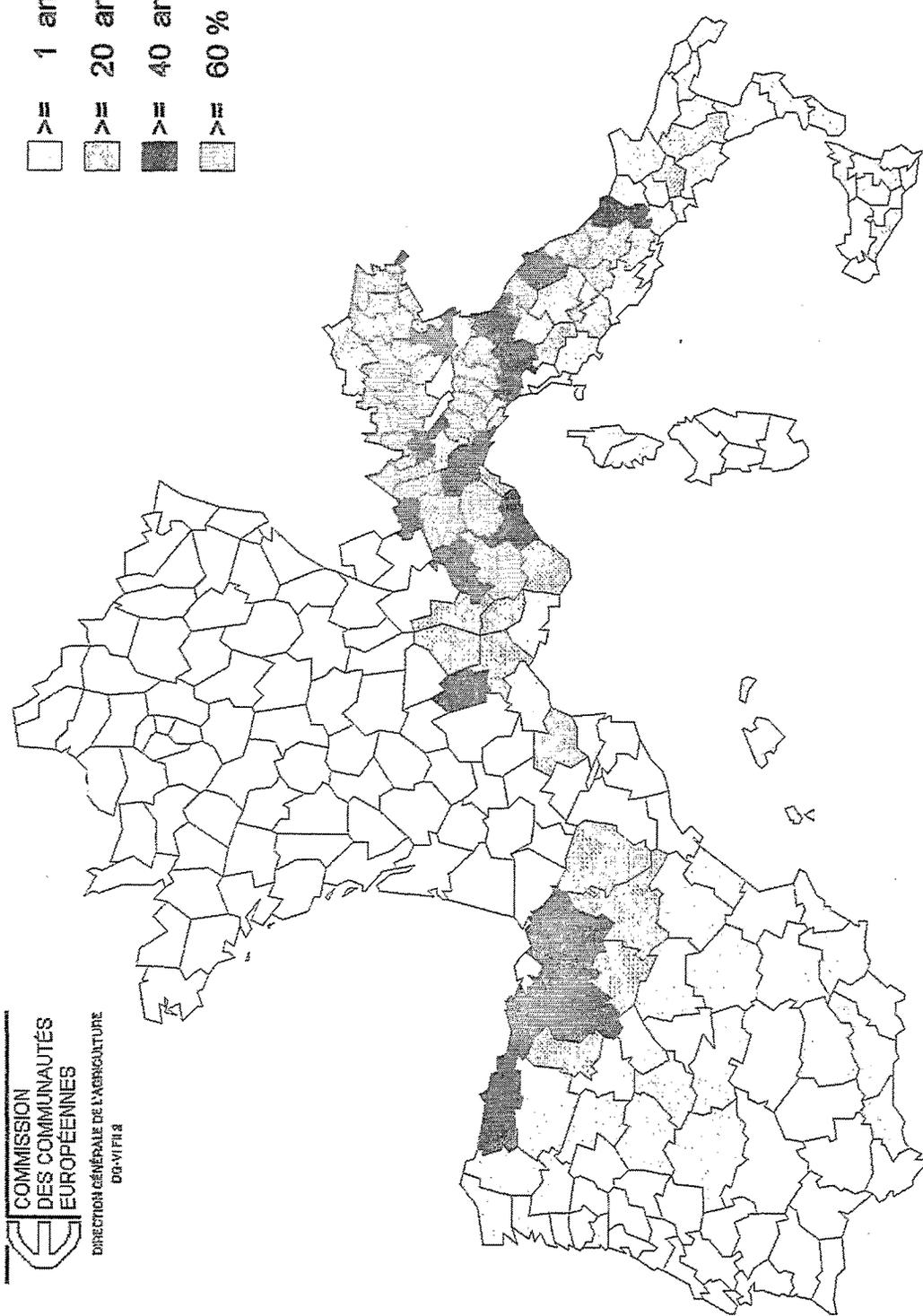
*This covers the total area affected by the fire and breakdown of that area into wooded and unwooded areas. The unit of area and the accuracy of the measurement are those normally applied in the Member State.*

*The definition of "wooded area" is the national definition.*

**d] Cause of fire:**

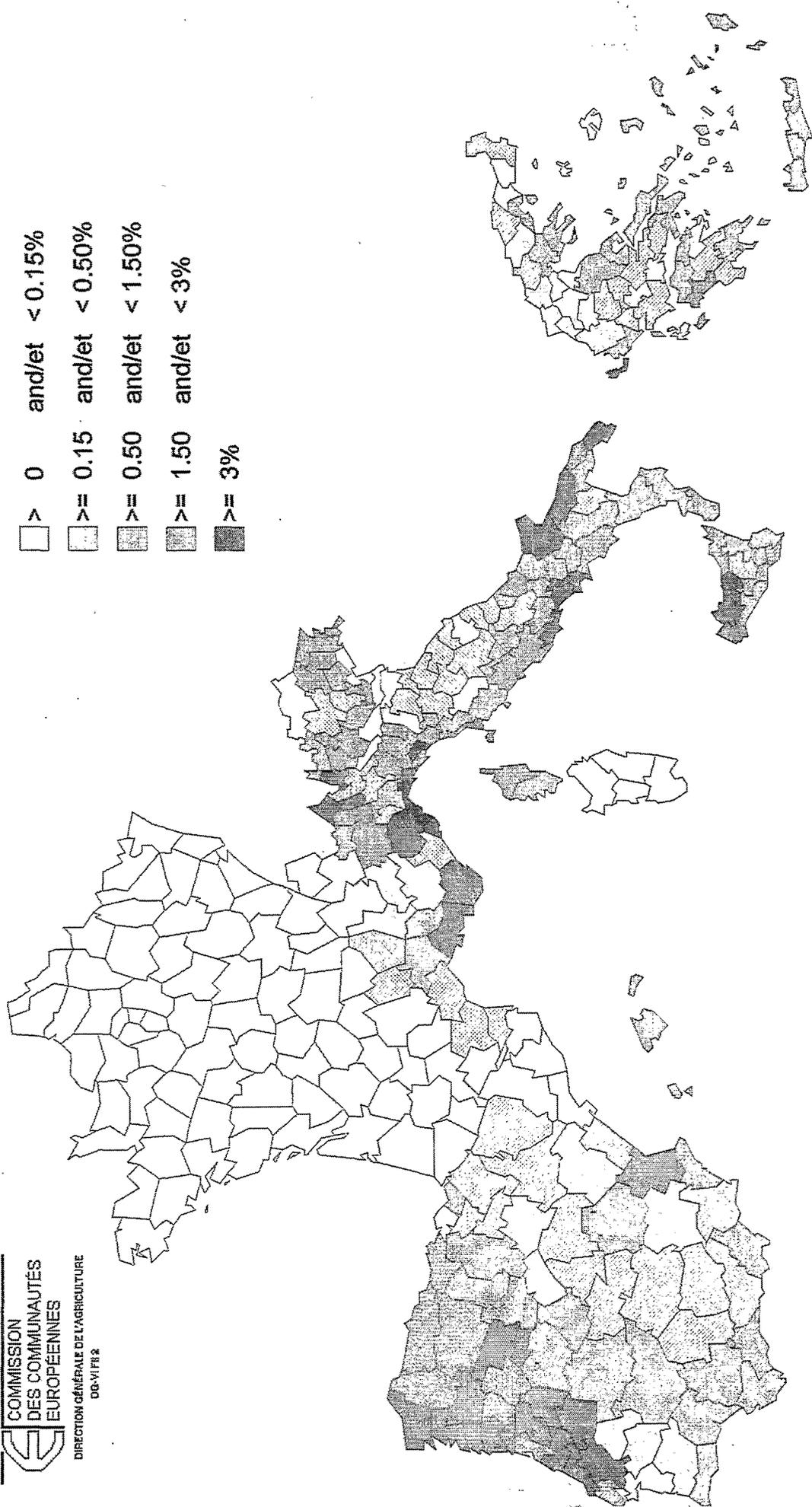
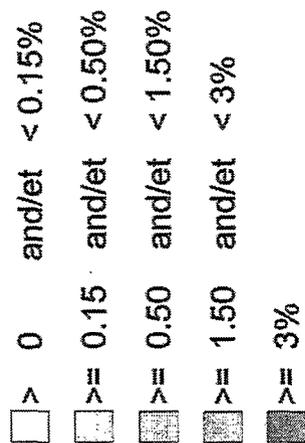
*This is the presumed cause of the fire according to 4 categories:*

- 1) fires of unknown cause;*
- 2) fires of natural cause, i.e., mainly lightning;*
- 3) fires of accidental origin or due to negligence (power lines, railways, works, barbecues, fires started deliberately for legitimate purposes which get out of control, etc., i.e., fires caused by the direct or indirect agency of man without the intention of destroying wooded land);*
- 4) fires started wilfully, i.e., fires where the cause is the wilful destruction of wooded areas for various reasons.*



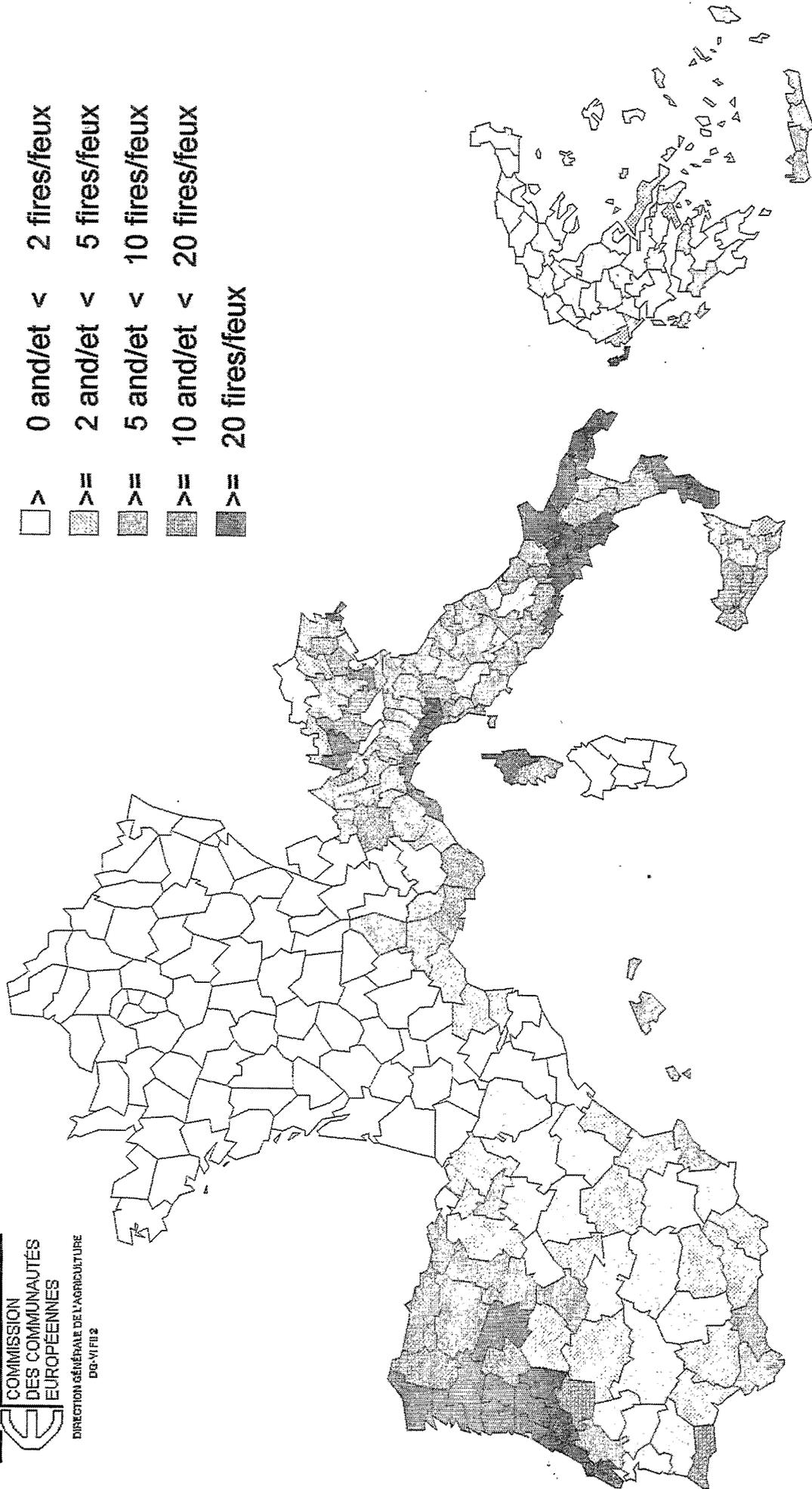
Années 89-90-91 - Nombre de feux d'hiver (janvier, février, mars) rapporté au nombre total de feux (en %).  
 Years 89-90-91 - Number of winter forest fires (January, February, March) referred to the total number of forest fires (%).

COMMISSION  
 DES COMMUNAUTÉS  
 EUROPÉENNES  
 DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AGRICULTURE  
 OR-VI-FI-3



Années 89-90-91 - Superficie moyenne annuelle parcourue par le feu rapportée à la superficie forestière (en%).  
Years 89-90-91 - Percentage of burnt area for one year referred to the overall forest area.

- |   |    |               |               |
|---|----|---------------|---------------|
| □ | >  | 0 and/et <    | 2 fires/feux  |
| ▒ | >= | 2 and/et <    | 5 fires/feux  |
| ▒ | >= | 5 and/et <    | 10 fires/feux |
| ▒ | >= | 10 and/et <   | 20 fires/feux |
| ▒ | >= | 20 fires/feux |               |



Années 89-90-91 - Nombre moyen de feux pour 10 000 ha de forêt, pour une année.  
Years 89-90-91 - Average number of forest fires per 10 000 ha in forest, for one year.